

ÉDITORIAL

Léo Purguette

Déjà essayé

● L'enquête collective réalisée par *La Marseillaise*, le collectif de journalistes indépendants Presse-Papiers, *Le Poing* et *l'Arlésienne* avec le soutien financier du Fonds pour une presse libre est d'utilité publique.

Elle permet d'objectiver le bilan de 10 municipalités dirigées par l'extrême droite dans le sud de la France en matière de relations avec le mouvement associatif.

Ses résultats sont éclairants : derrière le ripolinage de l'extrême droite, les choix politiques restent constants. Parmi les situations constatées : des coupes qui visent la culture, la solidarité, les centres sociaux, la lutte contre le racisme et les discriminations, mais aussi une forme de clientélisme voire de prise de contrôle des structures associatives.

Derrière les vidéos TikTok

Un état de fait qui ne surprendra pas les opposants de l'extrême droite mais qui mérite d'être connu par tous les citoyens. D'autant qu'au-delà de cette attitude vis-à-vis du mouvement associatif, plusieurs maires d'extrême droite du sud de la France ont été, dans la dernière période, aux prises avec la justice, comme Marine Le Pen l'est au plan national.

Voilà la réalité de l'extrême droite dans notre région. Derrière les députés encravatés et les vidéos TikTok de Jordan Bardella, il y a des pratiques et un projet politique clair.

À celles et ceux qui pensent qu'« on ne les a jamais essayés », *La Marseillaise*, journal fondé dans la Résistance témoigne du contraire.

L'extrême droite a déjà été essayée dans l'histoire. Dans le présent aussi, et ce n'est pas reluisant.

Couper, contrôler, faire taire

Les assos malmenées p

Cette enquête collective a été réalisée par *La Marseillaise*, *Le Poing*, *l'Arlésienne*, le Collectif de journalistes indépendants Presse-Papiers, Jean-François Poupelin et Raphaël da Silva grâce au soutien financier du Fonds pour une presse libre. L'ensemble des données collectées sont accessibles via ce QR code.



La Marseillaise

Le Poing

L'ARLÉSIENNE
Gazette Enquête ArlésienneFONDS
POUR UNE
PRESSE
LIBREPRESSE
PAPIERS

L'une des prérogatives stratégiques des mairies est de verser des subventions aux associations locales. Comment l'extrême droite utilise-t-elle ce pouvoir quand elle arrive aux manettes ? Nous avons analysé les données financières de 10 municipalités du Sud-Est pour cerner les stratégies à l'œuvre derrière les vitrines de la normalisation du Rassemblement national.

Deux tiers des Français sont engagés dans une association. Un salarié sur dix y travaille. « C'est une des forces vives les plus puissantes de notre pays », souligne le Mouvement associatif, l'organisation représentative du secteur. Intrinsèquement relié aux autorités politiques, le milieu associatif fait partie de ceux qui tremblent quand le pouvoir change de mains. Dans le Sud de la France, des centaines d'associations ont fait l'expérience d'une bascule à l'extrême droite de leurs municipalités, unique échelon conquis par le Rassemblement national (RN). Quel a été l'impact ?

Pour répondre à cette question, nous avons collecté les comptes administratifs de dix communes gérées par l'extrême droite dans le sud-est. Selon la loi, ces documents financiers sont consultables par tous les ci-

toyens. Dans les faits, ils sont difficilement accessibles. Pourtant, ils contiennent des informations cruciales, dont la liste des subventions versées aux associations chaque année.

Des associations ont-elles perdu avec l'arrivée de l'extrême droite ? D'autres ont-elles, au contraire, tiré leur épingle du jeu ? Notre enquête permet de publier en accès libre ces documents afin que des acteurs académiques, associatifs ou citoyens puissent s'en emparer. Elle permet surtout de mieux cerner ce qu'il se passe derrière les « vitrines » de la normalisation du Rassemblement national. Si, dans le discours, le RN vante une gestion pragmatique, les courbes des subventions racontent une autre histoire.

Dans 90% des villes analysées, ces mairies subventionnent de moins en moins d'associations. « Ce n'est pas une tendance que nous notons au niveau national », précise Jean-Baptiste Jobard, coordinateur du Collectif des associations citoyennes. Cette cure d'austérité y est menée à deux vitesses. Dans l'ensemble, les subventions aux associations culturelles et sociales dégringolent. À l'inverse, les associations sportives sont relativement épargnées. Notre enquête révèle plus largement un rapport autoritaire et électoraliste au monde associatif. Contacté, le Rassemblement national n'a pas souhaité s'exprimer.

Contrôler

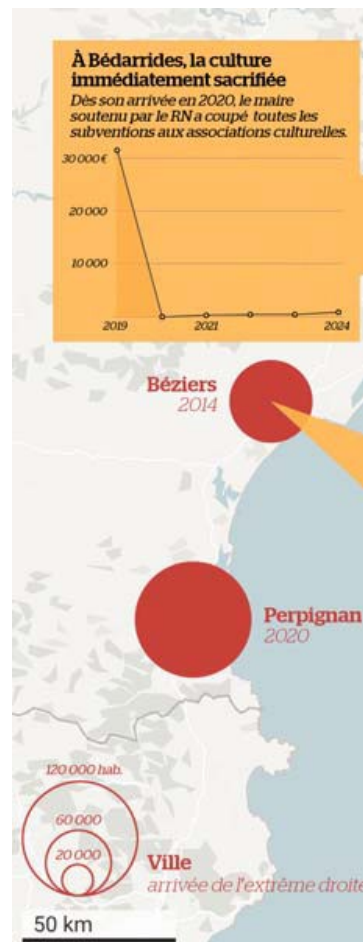
2020, Fréjus (83). Le président de l'Association multisports et loisirs (AMSL) se re-

trouve au pied du mur. David Rachline (RN), fraîchement réélu à la tête de l'une des plus grandes villes du Var, vient de lui couper les vivres. En coulisse, c'est une prise de pouvoir qui se joue. L'édile veut placer un de ses proches à la tête de ce réseau stratégique de 5 000 adhérents. Pour parvenir à ses fins, il fait chanter le dirigeant associatif avec de l'argent. La stratégie est gagnante. Le président finit par démissionner et un élu de la majorité RN, Fabien Sgarra, prend sa place. À partir de là, les subventions reviennent et coulent même à flot.

Dans un rapport publié l'été 2025, la chambre régionale des comptes documente, avec preuve à l'appui, le chantage précédant cette « nomination irrégulière », selon ses termes. Elle alerte aussi sur la hausse exponentielle des dépenses de l'AMSL — compensées par les aides municipales : +26% en personnel, +73% en achats.

Les magistrats financiers évoquent notamment les voitures de fonction attribuées au président Fabien Sgarra et son trésorier, avec frais de péage, d'assurance et d'essence inclus dans le privilège. Ces voitures « ont été utilisées à des fins personnelles », relève la chambre régionale des comptes. Fabien Sgarra a contesté ces éléments dans une longue réponse adressée aux magistrats financiers dénonçant des « postulats non corroborés par des éléments factuels », des « opinions personnelles » et « jugement de valeur ».

Les comptes administratifs des communes d'extrême droite recèlent de mouvements en faveur de structures pro-



ches de la majorité en place. À Bédarrides (84), petite commune de 5 500 habitants dans le Vaucluse, le club de rugby Avenir Sportif de Bédarrides-Châteauneuf-du-Pape aspire à lui seul plus de 60% des subventions versées par la commune aux associations. Cette répartition a été décidée lors de « réunions d'arbitrage » confidentielles où siègent le maire et un autre élu permanent. Ce dernier n'est autre qu'un des dirigeants du club de rugby en question. Une situation de « conflit d'intérêts » pointée dans un autre rapport de la chambre régionale des comptes publié en juillet 2025.

À Beaucuire (30), dans le Gard, l'enveloppe globale des subventions a baissé de plus de 15% depuis la conquête de l'extrême droite. Mais quelques associations s'en sortent bien. Le chèque pour l'association Les chats libres, dirigée par la conseillère municipale Eliane Hauquier, a été multiplié par 15. Le Harley Davidson Club Gladiateur Ugernum, présidé par un autre élu de la majorité RN, bénéfi-

Par les villes d'extrême droite



cie d'un local spacieux en face de l'hôtel de ville. Les 1^{er} Mai, il organise, avec le budget de la Ville, l'American Day et redécouvre Beaucaire aux couleurs du pays de Donald Trump. Ces trois mairies n'ont pas répondu à nos questions.

Ces arrangements entre amis sont l'un des symptômes de la gouvernance locale dévoyée. Sur ce seul mois de janvier 2026, trois maires sur les dix auxquels nous nous sommes intéressés étaient devant la justice dans des affaires de corruption. Le 26 janvier, le maire d'Orange (84) Yann Bompard (Ligue du Sud) est condamné pour recel de détournement de fonds publics par le tribunal correctionnel de Marseille. Il a fait appel et reste présumé innocent. Le lendemain, c'est au tour du maire de Fréjus de se présenter à la barre. David Rachline est relaxé dans une affaire mineure de prise illégale d'intérêt, mais il sera jugé en septembre dans un autre dossier, plus lourd, de favoritisme. La semaine précédente, Louis Aliot (RN), le maire de Perpignan (66), s'ex-

pliquait devant la cour d'appel de Paris pour détournement de fonds publics dans l'affaire des assistants parlementaires du Front national. En 2025, le maire de Cogolin (83) a rendu son tablier, devenu inéligible après une condamnation pour abus de faiblesse. En dix ans de mandat, Marc-Étienne Lansade a fait l'objet de dix mises en examen

Faire taire

Du côté des associations qui ne partagent pas la ligne du Rassemblement national, la situation est beaucoup plus tendue. À Fréjus, la cible est posée sur une association historique, le Comité de Défense des intérêts de Fréjus plage, opposée aux ambitions immobilières de la mairie. Cette dernière tente depuis 2017 de lui retirer son local pour y installer un parking de sept niveaux. L'affaire est en cours devant la cour d'appel d'Aix-en-Provence.

À Morières-lès-Avignon, dans le Vaucluse, la bête noire s'appelle Okkio, une compagnie de théâtre pour enfants. Après

avoir relayé un communiqué de son syndicat professionnel sur les dangers de l'extrême droite lors des élections législatives de 2024, elle a perdu local et subventions. Sa co-directrice artistique Isabelle Lega décrit : « On nous a reproché de nuire à nos bonnes relations avec la mairie et d'assimiler le RN à l'extrême droite. » Le maire RN de cette commune de 8 500 habitants, Grégoire Souque, s'est défendu dans la presse locale d'une quelconque sanction « politique ».

Mais les positions du RN au niveau national sont éloquentes. Le parti a notamment déposé divers amendements législatifs, rejetés, réclamant la suppression des financements publics aux associations qui font de « la propagande politique », selon ses termes. Dans son viseur : le Planning familial ou SOS Racisme. Dans les villes déjà conquises, les acteurs associatifs décrivent largement un climat d'omerta, comme en témoigne une militante de Béziers : « Il ne faut surtout pas que nos associations soient assimilées à quoi que ce

soit de politique. » En 2015, la mairie avait fermé un centre social pour une simple phrase de son président dans la presse locale. Il y déplorait l'abstention lors des élections départementales de l'époque, marquée par une poussée de l'extrême droite. Robert Ménard, le maire élu en 2014 avec le soutien du FN, n'a pas souhaité réagir.

« La subvention a toujours un caractère discrétionnaire. La collectivité n'est jamais obligée de l'accorder et peut arbitrairement décider de la supprimer », rappelle l'économiste Lionel Prouteau, spécialiste du monde associatif. Les mairies de tout bord utilisent ce levier pour casser des oppositions, récompenser des soutiens ou en tirer des bénéfices électoraux. « Les travaux de recherche montrent un tarissement général de ce clientélisme, souligne le politiste Julien Talpin. Mais le RN investit ces stratégies pour s'ancrer localement. »

Couper

Pour poser un regard plus fin sur les évolutions de la vie associative sous l'extrême droite, nous avons classé chaque association selon son champ d'action. Les résultats sont particulièrement révélateurs.

Sur la culture, il y a deux faces. Face visible, les villes - surtout les plus grandes scrutées de près par les médias - mettent en scène la poursuite de partenariats, comme Perpignan avec le festival de la photo, Visa pour l'Image. L'agenda culturel s'est diabolisé : le trompettiste franco-libanais Ibrahim Maalouf s'est produit à Orange sans que personne n'y trouve rien à redire. Le rappeur Jul a chanté à Fréjus comme si de rien n'était. Mais les données analysées montrent aussi la face moins visible : dans 80 % des villes étudiées, la majorité municipale a sacré dans ses subventions aux associations culturelles. Moins 62 % à Béziers, moins 27 % à Fréjus, moins 99 % à Orange. À Bédarrides, les subventions aux associations culturelles ont quasiment disparu à l'arrivée de l'extrême droite.

Les associations sociales sont encore moins bien logées. À Orange, tous les centres sociaux ont fermé, en peine de financement. Pareil à Fréjus ou Beaucaire. Dans ces villes les coupes sont vertigineuses : moins 98 % à Orange, moins 82 % à Beaucaire. Ce sont les quartiers prioritaires qui payent le prix le plus élevé. À Fréjus, notamment, les quartiers de l'Agachon et la Gabelle, délaissés par la mairie, s'enlisent dans la pauvreté et la dé-

linquance sans bouée de secours associative, rapporte un bilan alarmiste de la communauté de communes, pourtant elle-même très à droite.

Ces mairies ont en revanche tendance à faire la part belle au sport. Les montants globaux des subventions accordées à ces associations ont stagné ou augmenté dans 80 % des cas. Marignane investit 90 % de son enveloppe dans le sport. Beaucaire y injecte le même pourcentage.

Pourtant, au niveau national, le Rassemblement national ne s'y intéresse pas du tout. Dans son dernier programme présidentiel, Marine Le Pen n'y avait pas consacré une seule ligne. « Au niveau local, c'est différent, les maires aiment bien avoir des relais dans la société civile et le RN choisit ce domaine qu'il juge plus apolitique et inoffensif », explique le chercheur Valentin Guery.

Enfin, il y a les petites sommes qui passent inaperçues mais en disent beaucoup sur les « perdants » et les « gagnants ». À Fréjus, le Planning familial a perdu sa petite subvention. À Marignane (13), c'est le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples. À l'inverse, l'extrême droite locale injecte de l'argent dans ses obsessions identitaires. Le cercle algérieniste, réunissant des nostalgiques de l'Algérie française, a reçu 50 000 euros sous le mandat de Louis Aliot à Perpignan. La majorité de Robert Ménard a injecté 25 000 euros d'argent public dans SOS Maaloula, une association reliée à SOS Chrétiens d'Orient selon une enquête de Mediapart parue en 2020. Cette organisation, présumée innocente, fait l'objet d'une enquête du Parquet national anti-terroriste pour des soupçons de complicité de crime pour l'humanité.

À l'approche des élections municipales, le monde associatif tremble plus fort. « C'est la première fois qu'on anticipe, on pressent un risque, ou on le conscientise », explique Sylvain Rigaud, délégué général du réseau national des maisons d'associations. À l'initiative d'Oxfam, une feuille de route des mesures de sauvegarde du monde associatif s'est mise à circuler parmi les acteurs du milieu. Des idées émergent : des « villes refuges », par exemple, où les associations malmenées pourraient trouver l'asile. Au printemps, le collectif des associations citoyennes a déjà prévu un atelier pour ses membres : « Mon maire est passé RN, que faire ? »

Floriane Louison,
Presse-Papiers

À Fréjus, le social s'efface le sport encaisse

Présenté comme une vitrine municipale du Rassemblement national, le Fréjus de David Rachline a coupé net dans ses subventions aux associations sociales. En revanche, le sport s'en sort très bien.

Maire de Fréjus depuis 2014, David Rachline briguera un nouveau mandat, mais pas sous l'étiquette du Rassemblement national. Début décembre, il a démissionné de son poste de vice-président du parti le péniste après s'être vu refuser son investiture. Proche de Marine Le Pen, le sénateur du Var a un temps incarné la réussite locale du parti d'extrême droite et sa ville une vitrine de sa « normalisation ». Une image fissurée par les affaires judiciaires : le parquet de Draguignan a fait appel de sa relaxe fin janvier pour prise illégale d'intérêts, et il reste poursuivi pour favoritisme. Le procès est attendu à l'automne.

Au-delà de ces affaires, l'analyse des subventions à Fréjus souligne une profonde réorientation des politiques publiques lors de ses deux mandats. Alors que la dette de la commune (153 millions en 2024, deux fois plus que la moyenne des villes de même taille) a explosé, l'enveloppe des aides aux associations a reculé de 4,2 %, passant entre 2012 et 2024 de 4,33 millions à 4,15 millions d'euros.

Une baisse en apparence modérée qui cache un bouleversement plus net : laminé, le secteur social a vu ses financements s'effondrer de 92 % (de 1,79 million à 138 000 euros) tandis que ceux destinés au sport ont bondi de 60 % (2,83 millions en 2024). Trois associations sportives figurent dans le top 3 des associations les plus subventionnées par la ville.

Intervention de David Rachline

La première d'entre elles, l'Association multisports et loisirs de Fréjus (AMSLEF), a vu sa dotation progresser de 29 % sur la période. Un rapport de la Chambre régionale des



Maire depuis 2014, David Rachline brigue un nouveau mandat, mais pas sous l'étiquette du Rassemblement national. PHOTO AFP

comptes (CRC) y a pointé des dysfonctionnements significatifs dans la gouvernance sur fond de « liens étroits » avec la mairie ainsi qu'une situation financière préoccupante. « De tels postulats résultent plus d'opinions personnelles que de faits, encore, de jugement de valeur et ne semblent pas corroborés par des éléments factuels », explique l'AMSLEF dans sa réponse officielle aux magistrats financiers.

Un compte rendu de réunion en mairie, obtenu par ces derniers, fait pourtant état d'une intervention de David

Rachline dans la gouvernance de l'association.

Créé en 2019, le club de pétanque de Fréjus est lui entré dans le top 5 des 63 associations sportives les plus aidées. Selon les données compilées des comptes administratifs, la subvention du Fréjus International Pétanque est passée de 50 000 euros (2019) à 75 000 euros en 2024. Le club accueille parmi les meilleurs joueurs mondiaux et organise un Mondial baptisé « Laurent Barbero - Ville de Fréjus ».

Ici, ce nom renvoie à une autre réalité locale. Laurent

Barbero est le grand-père d'Alexandre Barbero, entrepreneur du BTP, dirigeant notamment de RBTP / Holding Delta Investissements, implantée à Fréjus et dans le Var. Un nom qui apparaît dans des procédures judiciaires en cours visant la mairie dans le cadre de l'enquête du Parquet national financier ouverte pour favoritisme, recel de favoritisme et corruption active et passive d'élus. Sollicitée, la mairie de Fréjus n'a pas répondu à nos questions.

Christophe Casanova, La Marseillaise

En Vaucluse, le soutien aux associations au service du clientélisme électoral

Premiers à dénoncer le clientélisme politique de ses adversaires, les élus du Rassemblement national ou de ses alliés ne sont pas avares en la matière. Exemples.

On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même, dit l'adage. Exemple à Camaret-sur-Aigues, 4 500 habitants, une commune du nord Vaucluse dirigée depuis 2014 par le frontiste Philippe de Beauregard. Depuis 2019, la ville subventionne à hauteur de 1 200 euros par an Le Cèdre et l'Olivier, une association jumelée avec Ras Balbeek, un village chrétien du Liban. Au-delà de son caractère confessionnel et communautaire, pourtant fustigé par le RN, la structure créée en 2018 a la particularité d'avoir été fondée et d'être présidée par Isabelle Latard, qui est conseillère municipale déléguée à la petite enfance.

Même mélange des genres à Bédarrides, 5 500 habitants, quelques kilomètres plus au sud. Alors que les subventions aux associations ont chu-



Camaret-sur-Aigues et Bédarrides, deux villages du Vaucluse passés à l'extrême droite en 2014 et 2020. PHOTOS WIKI

té de 35 % depuis la victoire de Jean Bérard en 2020, avec le soutien du RN, une seule association s'en sort : l'Avenir Sportif de Bédarrides-Châteauneuf-du-Pape Rugby (SBCPR). Le principal club de la ville, qui évolue



en National 2, le quatrième échelon national, a vu sa part dans le total des subventions passer de 46,86 % en 2019 à 61,81 % en 2024. Résultat, d'autres associations de la commune ne peuvent pas se développer ou simplement

conduire leurs activités faute de financement.

Cette curiosité locale a d'ailleurs interpellé la chambre régionale des comptes. Dans son rapport de gestion publié en juillet 2025, elle consacre un chapitre au SBCPR. Avantages en nature non comptabilisés, versement de subventions malgré des dossiers incomplets, le club bénéficie selon le document d'un traitement de faveur de la part de la majorité de Jean Bérard. Mieux, un membre de son conseil d'administration fait partie de la poignée de conseillers municipaux chargés d'étudier les demandes de subventions au sein de la « réunion d'arbitrage » qui a remplacé la « commission municipale des associations, des festivités et de la culture » depuis 2020. Alerte des magistrats financiers : « L'absence de participation de l'élus aux débats et aux votes lors de la séance du conseil municipal fixant la subvention de l'association ne saurait suffire à écarter le risque de conflit d'intérêts, qui ne peut être dissipé en l'absence d'adoption de procès-verbaux de la réunion d'arbitrage. »

Contactées, ces mairies n'ont pas souhaité répondre à nos questions. **Jean-François Poupelin, Presse-Papiers**

Dans les petites villes de Vaucluse, la culture meurt à petit feu

À Bédarrides, Camaret-sur-Aigues et Morières-lès-Avignon, les maires Rassemblement national ou élus avec son soutien délaissent la culture. Mais derrière ce désintérêt pointe une politique brutale contre acteurs et associations.

Des salles de musiques murées, des festivals repris en main, des institutions culturelles attaquées, des financements supprimés... En 1995, les maires Front national avaient fait de la culture un champ de bataille idéologique dans les villes du sud qu'ils venaient de conquérir - Marignane dans les Bouches-du-Rhône, Toulon dans le Var, Orange dans le Vaucluse.

La génération suivante, celle de Beaucaire, Perpignan ou Fréjus, du désormais Rassemblement national (RN), fait moins d'éclat. « Dans les années 90, la politique culturelle est envisagée comme marqueur pour affirmer des différences, [...] un combat de valeurs pour le "pluralisme culturel", une notion détournée pour faire la critique d'un milieu marqué à gauche et homogène », rappelle Vincent Guillon, politologue et co-président de l'Observatoire des politiques culturelles. « Depuis 2014, dans les grandes villes notamment, les exécutifs sont dans une perspective de ne pas faire de scandales. Ils sont la vitrine de la normalisation du RN, de sa capacité à gouverner. Ils vont donc mettre en scène la poursuite de partenariats, comme à Perpignan avec le festival de la photo [Visa pour l'image, Ndlr]. »

Mais derrière la dédramatisation, nos chiffres montrent que la culture reste une cible privilégiée pour l'extrême droite. Dans 80% des communes analysées, la majorité municipale a sabré dans ses aides aux associations culturelles. Y compris dans les petites communes, celles dont on ne parle jamais mais qui subissent de plein fouet ces politiques anti-culture. C'est à elles que nous nous sommes intéressés.

La culture portée disparue

À Bédarrides, 5 500 habitants, les subventions aux associations culturelles ont quasiment disparu depuis l'élection de Jean Bérard en 2020, avec le soutien du RN. De 31 400 euros par an, elles sont passées à... 830 euros. Même cure d'austérité à Camaret-sur-Aigues, 4 500 habitants, où l'extrême droite a pris le pouvoir en 2014.



Après avoir perdu sa subvention et la mise à disposition d'un local, la Cie Okkio a trouvé refuge à Avignon où elle a été accueillie à bras ouvert comme lors de sa participation à Avignon, Terre de culture 2025. PHOTO CIE OKKIO/FACEBOOK

Le financement des associations culturelles a été divisé par -de 13 960 euros à 6 450 euros. Sur les huit associations culturelles subventionnées en 2012, seules trois l'étaient encore en 2017. En 2021, le maire RN a aussi demandé à toutes les associations de la ville de faire un effort financier. Les baisses de dotation acceptées par certaines structures n'ont jamais été rattrapées.

C'est par exemple le cas d'Éclats de lire, une association de sensibilisation à la lecture qui intervient dans les écoles et à la bibliothèque municipale, qu'elle a fondée et où ses membres font office de bibliothécaires plusieurs fois par semaine. Sa subvention a été divisée par deux, de 2 380 euros à 1 200 euros. L'association n'a pourtant pas réduit ses activités. Ses membres ont par contre dû se battre pour garder leur place au comité de lecture, quitte à avaler quelques couleuvres. « Au moment du départ de l'ancienne bibliothécaire, la ville a voulu [nous évincer]. On a résisté, on y est toujours, mais des livres nous sont imposés, comme ceux d'Éric Zemmour [le polémiste d'extrême droite et fondateur du parti politique Reconquête, Ndlr] », témoigne Françoise

Virlouret, président de l'association et cheffe de file de l'opposition.

Comme les maires Front national en leur temps, Philippe de Beauregard aime aussi s'immiscer dans la programmation de ses structures culturelles. Le frontiste a ainsi décidé de censurer sur son site Internet l'affiche de *La belle saison* de Catherine Corsini, qui racontait une histoire d'amour lesbien. Pour ne pas subir ce genre de pression, le festival Jazz dans les vignes a quitté Camaret, un autre s'est sabordé.

Contacté, Philippe de Beauregard conteste d'abord nos chiffres. Selon les siens, les subventions aux associations culturelles sont passées de 11 066 euros en 2013 à 8 000 euros en 2025. Mais l'édile intègre dans ses calculs des subventions à des structures relevant de notre avis plus de la conservation du patrimoine. Le maire de Camaret en a fait le cœur de sa politique culturelle avec « la défense des traditions et de la culture provençale ».

Ensuite, il défend son « attachement au pluralisme » des idées, qui oriente certains de ses choix, comme l'organisation d'une projection-débat

consacrée aux Arks ou l'achat des ouvrages d'Éric Zemmour ou Philippe de Villiers pour la bibliothèque municipale. Enfin, Philippe de Beauregard assure avoir recruté en 2024 une coordinatrice culture et lancé la création d'un pôle culturel.

La culture aux ordres

À Morières-lès-Avignon, 9 000 habitants, le couperet est tombé sur la Cie Okkio. Pendant l'été 2024, l'association a perdu sa subvention de 2 500 euros et la mise à disposition ponctuelle d'un local pour les répétitions de ses spectacles pour très jeune public. Sa faute ? Avoir relayé un communiqué de son syndicat professionnel mettant en garde contre les risques d'une victoire de l'extrême droite à l'occasion des élections législatives anticipées. Un courrier est envoyé par la majorité RN à la compagnie début juillet, comme l'avait raconté la compagnie dans un communiqué de presse annonçant son départ de Morières. La réponse de cette dernière est restée lettre morte. « Le maire était suppliant du candidat rassemblement national. On nous a reproché de faire une publicité négative à la commune, de

nuire à nos bonnes relations avec la mairie et d'assimiler le RN à l'extrême droite », se souvient Isabelle Lega, la coordinatrice artistique d'Okkio.

Alors qu'elle s'était décidée à rester à Morières-lès-Avignon à l'arrivée du maire RN, la compagnie s'est réfugiée à Avignon, où elle a été accueillie à bras ouverts par la Ville et les acteurs culturels. Mais ce changement n'est pas si simple. « On a des gros projets en cours, mais on n'a plus de locaux. Et nos actions d'éveil musical parents-enfants sont stoppées depuis un an », s'inquiète Isabelle Lega.

En revanche, Grégoire Souque, le maire RN, a maintenant le financement de 10 000 euros du Festival des vents, un festival de musique centré sur le jazz qui se déroule depuis près de 25 ans en août dans la petite voisine d'Avignon et draine quelque 600 spectatrices et spectateurs sur trois soirées et six concerts. « Ce qui l'a sauvé c'est que [la nouvelle majorité] souhaitait s'approprier sa notoriété », estime ainsi Philippe Renaud, son président depuis 2010. Contacté à plusieurs reprises, Georges Souque n'a pas souhaité nous répondre.

Jean-François Poupelin, Presse-Papiers

À Marignane, les derniers échos de l'OAS

Dans une ville marquée par l'héritage pied-noir, le maire Eric Le Dissès a soigneusement entretenu la mémoire de l'Algérie française. Mais celle-ci s'étirole désormais, tandis que des associations contestent une gestion autoritaire de l'édile.

À l'entrée du cimetière Saint-Laurent-Imbert, en bordure des pistes de l'aéroport Marseille-Provence, se dresse toujours la stèle à l'« Algérie française », érigée en 2005 par le maire (ex-FN et MNR) Daniel Simonpieri. La justice, pourtant, avait ordonné dès 2008 son retrait. Mais deux ans après sa première élection, son successeur Eric Le Dissès a fait voter son retour, avec la seule opposition de deux élus du PCF et du MRAP (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Seules ont disparu du marbre les dates d'exécution de quatre membres de l'Organisation armée secrète (OAS), organisation terroriste de l'extrême droite pro-Algérie française, une « apologie de faits criminels » avait cinglé en 2011 le Conseil d'État. Suffisant pour passer sous les fourches caudines de la justice. « Le tribunal administratif de Marseille a estimé qu'elle était légale »,

justifie la municipalité, citant le jugement rendu en 2012.

Le maire actuel s'était pourtant lancé en 2008 pour barrer la route à l'édile sortant issu des rangs du FN. Désormais, il est lui-même allié au député RN de la circonscription, Franck Allisio - aujourd'hui candidat à Marseille - et a cofondé avec lui, le RPR (Rassemblement pour la République) transformé en antichambre du parti lepéniste. Il arbore maintenant la croix de Lorraine, symbole du gaullisme, et ne manque pas une occasion de flatter à Marignane la nostalgie de l'Algérie française et la mémoire des rapatriés. Le général putschiste Raoul Salan, dirigeant de l'OAS, y avait déjà sa rue. « Elle fait partie de l'histoire de Marignane, en tant que ville qui a accueilli des milliers de Pieds-Noirs rejetés à la mer par Marseille », explique la municipalité qui a quant à elle inauguré en 2016 un rond-point pour commémorer les victimes d'Oran, le 5 juillet 1962.

Instrumentalisation de l'histoire coloniale

La ville est marquée par l'histoire coloniale. Sa population a presque doublé, entre 1962, date de l'indépendance de l'Algérie, et 1968. « À Marignane, vous avez un tiers de Marignanais d'origine, un tiers de pieds-noirs et un tiers de Siciliens », estime Maxime Aghemo, ancien candidat LR à la députation et descendant de

pieds-noirs. « À Marignane, l'extrême droite ne concerne pas seulement les pieds-noirs », modère le président de l'Association nationale des pieds-noirs progressistes et leurs amis (ANPNPA), Jacques Pradel. Et de rappeler : « La résurgence du passé colonial, la mise en scène de l'OAS font surtout partie de l'arsenal idéologique de l'extrême droite. »

Au-delà de ces symboles, le maire subventionne aussi largement les associations d'anciens combattants. 6 000 euros ont été versés en 2024 à leur comité d'entente et de coordination, un montant bien plus important que dans des communes équivalentes : 2210 euros à Salon-de-Provence, 2 855 euros à La Ciotat, 3 400 euros à Vitrolles. Seule Miramas, dont le budget associatif est deux fois plus important, fait mieux (9 320 euros). « Ce n'est ni plus ni moins que pour des buts électoralistes. Les anciens combattants ou leurs familles sont des électeurs pour lui, puisque pour la plupart ce sont des pieds-noirs », soupire l'ancien président de l'Union des anciens combattants de l'Indochine et des territoires d'Afrique du Nord (Unacita), Abdelhamid Dahoun. « Nous assumons soutenir et encourager l'engagement des anciens combattants marignanais dans la vie de la commune afin de transmettre les valeurs de paix, de patriotisme et l'histoire de France », se défend la Ville dans une réponse écrite.

Mais ces orientations n'ont



Eric Le Dissès, cofondateur avec le député RN de la circonscription Franck Allisio, du Rassemblement pour la République. La stèle à l'Algérie française, dans le cimetière de Marignane.

PHOTOS AM. & YS



pas empêché la municipalité d'exclure en 2021 l'Association culturelle des Français d'Algérie, du Maroc et de Tunisie de sa maison des associations, estimant alors auprès de La Provence qu'elle faisait le travail d'une « agence de voyages ». « Il m'a mis dehors parce que je m'étais présenté sur une autre liste », défend son président Christian Venuti, ancien adjoint de l'ex-maire (ex-FN) Daniel Simonpieri. Mais même l'Amicale des Oranais ne reçoit plus de subventions. « J'ai vraiment l'impression que c'est quelque chose qui est moribond », avance Jacques Pradel. « Il y a de moins en moins de pieds-noirs, et très peu de gens qui s'intéressent à l'histoire de leurs parents ou grands-parents »,

valide Maxime Aghemo. Déplorant que le maire « les a laissés tomber complètement ». Peu importe : les générations passent, l'édile poursuit son travail idéologique, refusant les plats de substitution à la cantine, proposant d'armer les enseignants de lacrymogènes, faisant chanter la Marseillaise aux enfants. Un patriotisme bruyant qui ne l'empêche pas, selon nos sources, d'afficher un portrait de Vladimir Poutine dans son bureau, « simplement un cadeau de la délégation russe présente à l'inauguration du rond-point Normandie-Niemen » en 2018, justifie la municipalité. Ce qui n'empêche pas le maire de le décrocher lorsqu'il reçoit des visiteurs.

Yves Souben, La Marseillaise

À Orange, Jacques Bompard prêt à repartir à l'assaut

En 30 ans, la politique associative menée par la famille Bompard a été longuement documentée. Alors que la fin de la dynastie semblait écrite pour mars, la justice a rouvert la possibilité d'un nouveau bail à Jacques Bompard en mettant fin à son inéligibilité.

En 1995, avec Toulon et Marignane, Orange devient l'une des quatre villes conquises par le Front national. Depuis, elle est la seule à être restée à l'extrême droite, malgré les changements d'étiquettes du maire Jacques Bompard, passé au MPF puis à La Ligue du sud. Il a été reconduit dès le premier tour en 2001, 2008 et 2014, devant passer de peu par un second tour en 2020. Avant que la justice ne le rattrape et le condamne définitivement, en novembre 2021, pour

prise illégale d'intérêt avec cinq ans d'inéligibilité. Son fils, Yann, a pris la suite avant, lui aussi, d'être privé par la justice de ses mandats, le 26 janvier dernier. Bien que démis d'office par le préfet, il s'accroche à son poste pour terminer le mandat.

Un Bompard peut toujours en cacher un autre

La politique associative de Bompard ? Elle a conduit l'ex-maire PS Alain Labbé, devenu élu d'opposition, à démissionner après le vote du premier budget de la mandature en 1996. « Il prévoit la suppression ou la diminution de subventions à des associations sociales ou culturelles », déplorait alors Alain Labbé, cité par *La Provence*. En 1995, le Secours populaire touche une subvention de 8 000 francs, soit l'équivalent de 2 000 euros à monnaie constante selon l'Insee. Ces dernières années, l'association s'est contentée de la moitié de la part de la Ville.

Fin 2013, une polémique éclate après

la suppression d'une subvention de 1 000 euros, accordée aux Restos du cœur quelques mois plus tôt. La mairie motive sa décision par le fait que l'association ne participe plus à des réunions avec d'autres acteurs caritatifs. Les Restos du cœur refusent en fait de livrer le nom de ses bénéficiaires, l'inconditionnalité de l'anonymat étant un principe de l'association. En 2015, le député Jacques Bompard dépose même une proposition de loi visant à contrôler les subventions versées aux associations. « Il faut privilégier, dans l'attribution de ces subventions, les citoyens et l'identité française pour préserver l'unité nationale et l'amour de la Patrie », assène le texte législatif.

Dans son rapport de juin dernier, la chambre régionale des comptes (CRC) note que, entre 2018 et 2023, la part totale des subventions est « passée de 13 % à 7 % pour l'action culturelle et de 14 % à 6 % pour la politique familiale ». Plus globalement, la CRC parle d'une gestion « atypique » des finances de la com-

mune. « La situation est, à mon sens, remarquable », se félicite au contraire Jacques Bompard, au début de l'été 2025, dans un hors série d'Orange vérités, le magazine municipal. Censé être hors circuit politique, l'ancien maire livre son analyse, en premier avant son fils, au prétexte que le rapport de la CRC porte sur des années où il était au pouvoir. Un pouvoir dont il est resté proche, passant quotidiennement en mairie, le conseil municipal lui octroyant même, en mars 2024, le statut de collaborateur bénévole, avant que le préfet n'y coupe court.

Alors que l'inéligibilité de Jacques Bompard courait jusqu'en novembre 2026, la cour d'appel de Nîmes l'a remis en selle, le 27 février, en écourtant cette peine. Le jour même, il annonçait sa candidature aux municipales, aux côtés de son fils, désigné... directeur de campagne. Cela vaudrait bien une belle subvention à une association œuvrant pour le recyclage.

Florent de Corbier, La Marseillaise



Aux côtés d'un commerçant, Nelson Chaudon le maire RN de Beaucaire, Julien Sanchez, eurodéputé RN et candidat aux municipales à Nîmes et Yoann Gillet, député RN du Gard entourent le président du parti Jordan Bardella lors de sa venue en mai 2025. PHOTO E.B.

À Beaucaire, les purges associatives et ceux qui en profitent

L'extrême droite au pouvoir à Beaucaire a réalisé une purge associative depuis son arrivée en 2014. Une politique qui ne prend pas en compte les réalités du territoire, bloque les politiques envers les plus précaires et favorise ses soutiens.

Si ces personnes ont besoin de soutien parce qu'elles ne parlent pas le français, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas à nous de payer», argumentait dans *Le Figaro* le maire RN Julien Sanchez dès son arrivée à la tête de la ville. En 2014, l'extrême droite applique immédiatement une grande purge dans le milieu associatif. Terminée la subvention à la Ligue de l'enseignement et sa Maison du vivre ensemble. Cette structure organisait du soutien scolaire et recevait en 2013, 33 185 euros de la mairie. Puis plus rien.

Comme pour la Mission locale, structure d'accompagnement dédiée aux jeunes âgés de 16 à 25 ans qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et sociale, de 11 000 euros à rien. Entre 2013 et 2015, les subventions aux associations dans le cadre de la « politique de la ville », c'est-à-dire les actions qui visent les plus précaires, sont passées de 81 195 à 24 185 euros pour ne plus jamais remonter. Contactée, la mairie n'a pas répondu à nos questions.

À bas l'insertion

À propos de la « politique de la ville », Julien Sanchez, le maire de Beaucaire, également élu à la région Occitanie, affirmait en 2015 en conseil régional que « ces dispositifs sont des primes à la voiture volée », visant à envoyer « des gamins en voyage en Espagne » selon le Midi Libre du 21 février 2015. Un an après son élection, le magazine municipal annonçait la nouvelle politique générale « la Mairie ne finance pas d'associations communau-

taristes et ne finance plus d'associations politisées comme c'était le cas auparavant », cite le journaliste et chercheur Hacène Belmessous dans son livre enquête : Les laboratoires de la haine : enquête sur la face cachée du frontisme municipal. Résultat : « une mise à mort sociale des associations engagées dans ce dispositif, nombre d'actions ont disparu à Beaucaire. Faute de financement, des postes d'animateurs et de médiateurs de rue ont été restreints, voire supprimés, des activités culturelles ont été rayées de la carte beaucairoise, des lieux d'accueil des familles ont été fermés », analyse le chercheur.

Autre exemple de destruction d'actions socio-culturelles, la disparition du Relais jeune, un service municipal dédié aux adolescents qui « marchait bien pour encadrer les jeunes et leur proposer des activités », se souvient un travailleur historique de l'action sociale. « Sur le gymnase appartenant au local du Relais, les jeunes avaient réalisé une fresque avec les dra-

peaux de différents pays et de blasons de club, il y avait des drapeaux comme celui de l'Algérie, du Maroc. la mairie s'est empressée de repeindre par dessus ».

Vive les assos des élus

D'autres pratiques sont quant à elles nouvellement soutenues par la mairie. Action défense bushido académie, l'association animée par le chef de la police municipale Laurent Colombeau reçoit des subventions tous les ans (2 000 euros en 2024) et s'est vue gratifiée d'une salle flambant neuve en 2019.

Le volume global de subventions aux associations n'a pas changé radicalement. De 2013, dernière année de plein exercice de la précédente municipalité, à 2024, dernier exercice de l'extrême droite analysable, le montant total est passé de 406 889 à 343 389 euros, soit une baisse de 15,61 %. En revanche, l'augmentation est sensible pour les clubs de sports de combat subventionnés, qui eux, sont devenus à la mode dans la

ville. En l'espace de deux mandats, ils sont passés de trois en 2013 pour 3 600 euros, à sept pour 10 250 euros en 2024. Autre hausse significative, l'association Les chats libres de Beaucaire dont la responsable, Eliane Hauquier est la conseillère municipale déléguée aux animaux de compagnie. Depuis qu'elle est élue, l'association tourne autour de 3 000 euros de subventions contre 250 auparavant. Le Harley Davidson club gladiator Ugernum est aussi un des grands gagnants du changement. Il bénéficie d'un local spacieux situé en face de l'hôtel de ville. Le tout à titre gracieux et ce depuis 2016, reconduit en 2021. Son président n'est autre qu'Alberto Camaione, conseiller municipal adjoint au commerce depuis 2020. Les 1^{er} mai, il organise, avec le budget de la Ville, l'American Day et redécouvre Beaucaire d'une culture venue d'ailleurs et de drapeaux étrangers. Mais ceux-là ont l'avantage d'être aussi bleu blanc rouge.

Eric Besatti, L'Arlésienne

À Béziers, les affiches parlent, les assos se taisent

Les affiches provocatrices de Robert Ménard monopolisent l'attention, mais occultent une autre réalité : celle d'associations fragilisées par la politique municipale.

À Béziers, la vie politique de la ville peut se raconter à travers les fameuses affiches municipales dont Robert Ménard a le secret. Régulièrement, elles font polémique. Mais le bruit qu'elle génère silence d'autres réalités dans cette municipalité gérée par l'extrême droite depuis 2014. « Ici c'est l'omerta, plus personne n'ose s'exprimer. Il ne faut surtout pas que nos associations soient assimilées à quoique ce soit de "politique" selon la mairie », résume une militante associative biterroise, qui préfère rester anonyme. Une chape de plomb qui rend le travail journalistique délicat. « Il ne faut pas s'attirer les foudres de Ménard », s'est justifié un dirigeant associatif qui n'a pas souhaité répondre à nos questions. Derrière la chronologie des « affiches de Ménard » une autre histoire peut se raconter, celle d'associations malmenées par le pouvoir municipal.

2015. Le maire d'extrême droite fait polémique avec une affiche montrant un pistolet, qualifiée de « nouvel ami » de la police municipale. Pendant que les policiers s'arment, un centre social disparaît. La mairie

décide de couper une subvention de 44 000 euros à l'association Arc-En-ciel, qui œuvre depuis trente ans dans le quartier populaire de la Devèze. Motif ? Des propos jugés « trop politiques », du président du centre social, explique Robert Ménard au *Midi Libre*. Après les élections départementales de 2015, favorable à l'extrême droite, ce dernier avait déploré dans ce journal local « une démobilisation d'un certain nombre de bénévoles du centre, un peu en colère par le fait que nombre de gens se sont abstenus, ne sont pas allés voter ».

2016. Des affiches dénonçant la venue de « migrants » dans le centre-ville de Béziers défraient la chronique. Cette année-là, l'ABCR, l'Association Biterroise contre le racisme se fait refuser une salle municipale pour manquement au règlement de la maison de la vie associative. Sa faute : là encore trop « politique ». La structure, œuvrant pour l'insertion des populations roms, porte l'affaire jusque devant le Conseil d'État, et gagne.

2024. Une affiche montrant une croix de David avec la mention « soutien à Israël » est affichée par les services de la mairie dans la médiathèque André-Malraux. Une pétition d'usagers du lieu de Béziers dénonce « des affichages et prises de positions partisanes ou unilatérales concernant l'actualité ». Dans le même temps, la participation de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) à la journée des associations est compromise. Ses statuts n'auraient pas été déposés dans les



En 2015, cette affiche de la municipalité lance la polémique. PHOTO AFP

temps selon la mairie, ce que ses membres contestent. « Le jour J, on a posé notre stand à côté de celui de la cosmopolithèque, un lieu citoyen qui nous héberge. Quand Ménard est passé, je l'ai interpellé pour lui demander pourquoi nous n'étions pas enregistrés au registre des associations, il a répondu que nous étions antisémites », se remémore Jean-Claude, membre de l'association. Interrogée à ce sujet, la municipalité n'a pas répondu à nos questions.

Plus pour la com' que pour le social et la culture

Les affiches de Ménard font partie d'une stratégie de communication municipale coûteuse.

Pour mesurer les dépenses de communication de la Ville de Béziers, Le Poing s'est fondé sur les comptes administratifs, qui retracent les dépenses réellement exécutées. La Ville a consacré environ 693 000 euros en 2016, 784 000 euros en 2019 et 767 000 euros en 2020 à sa communication, un niveau croissant depuis l'arrivée de Robert Ménard à la mairie. Cette année-là, cette dernière a dépensé plus dans ce domaine qu'en subventions versées aux associations culturelles et sociales selon les données que nous avons collectées.

Cette communication engendre aussi des frais indirects. Les passages devant des tribunaux font aussi partie des pos-

tes de dépenses municipales en augmentation, alerte Pascal Resplandy, ancien conseiller municipal LR. Selon ses calculs, elles auraient coûté 870 000 euros entre 2014 et 2019, notamment à cause des choix de communication de Robert Ménard. Des chiffres que la municipalité nuance, évoquant « seulement » 715 000 euros de frais de justice sur la période. Par exemple, une photo a été utilisée dans la campagne municipale anti migrant sans autorisation d'un photographe de l'AFP. Résultat : 11 000 euros en frais de justice, payés par le contribuable, selon France 3 Régions.

Elian Barascud, Le Poing

À Béziers, les syndicats attaqués par Robert Ménard

Depuis son élection en 2014, le maire d'extrême droite a tenté de museler les syndicats. Après une première tentative infructueuse en 2017, Robert Ménard a tout bonnement supprimé leurs subventions en 2020.

L'extrême droite n'aime pas les syndicats. À Béziers, Robert Ménard l'illustre parfaitement bien. Arrivé aux commandes de la cité de Riquet en 2014, l'édile d'extrême droite tente une première attaque dès 2017. Logés

à la Bourse du travail, Robert Ménard tente par tous les moyens de les faire partir. « Il a essayé de nous faire payer les charges concernant le chauffage, l'électricité, le gaz – et l'entretien au motif que cela coûtait cher et que ce n'était pas à la collectivité de payer », décrit Patricia Barbazangue, secrétaire de l'Union locale de la CGT au moment des faits. Ce qui représente la bagatelle de 82 000 euros. « On n'a pas les moyens, nous n'aurions pas pu assumer », Unie, l'intersyndicale-CGT, FO, CFDT, CFTC, CGC, Unsa, Solidaires-se lance alors dans une longue bataille et Robert Ménard finit par faire machine arrière en 2020.

Mais c'était sans compter

sur la hargne de l'adepte des plateaux télé qui décide de supprimer l'intégralité des subventions de fonctionnement aux syndicats. Soit près de 17 000 euros, selon les données que nous avons récoltées. « C'est une décision politique pas juste une question économique », soutient Patricia Barbazangue. Pour ne rien arranger, Ménard a également mis un terme à différents services. « Il a supprimé le gardiennage à la Bourse du travail. Or, c'était important pour nous car l'employé municipal filtrait les entrées, nous n'avons pas de vision sur les venues. Aussi, il effectuait une surveillance des locaux, détecter les fuites d'eau par



Manifestation intersyndicale contre l'extrême droite à Béziers le 23 avril 2024. PHOTO DR

exemple. Le ménage a aussi été supprimé. Il a fallu se débrouiller. C'est un coût pour la CGT, notre activité militante n'est pas de nettoyer les locaux, nous avons dû engager des

frais pour le ménage », relate l'ancienne responsable syndicale. Contactée, la mairie de Béziers n'a pas donné suite à nos questions.

Louis Dupin, La Marseillaise



Louis Aliot est arrivé à la mairie en 2020. L'impact sur les associations catalanistes a été immédiat. PHOTO AFP

À Perpignan, pas d'argent pour les assos catalanistes

L'arrivée de Louis Aliot (RN) à la mairie en 2020 a directement impacté les associations catalanistes. Ces dernières ne touchent plus de subventions. Des tensions qui révèlent la vision du Rassemblement national sur les régionalismes.

Depuis l'arrivée du Rassemblement national, Perpignan n'est plus la Catalane. Aux entrées de la ville, les panneaux ont été progressivement remplacés par « Perpignan la rayonnante ». Le maire Louis Aliot ne veut plus voir de ce nom adossé à la ville qu'il dirige depuis 2020. « Perpignan la Catalane » avait été déposé dans les années 90 par Jaume Roure, une figure historique du catalanisme perpignanais. L'actuelle mairie n'a pas renouvelé son enregistrement auprès de l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle). Indigné, Jaume Roure a re-déposé la marque. Mais la mairie s'y oppose dans une procédure judiciaire tou-

jours en cours pour « dépôt frauduleux » et atteinte à son image. « Cela nous a coûté plus de 6 000 euros en frais d'avocats. L'idée est de nous taper au porte-feuille », dénonce Jaume Roure.

Si Louis Aliot a appliqué avec vigueur la stratégie de normalisation du Rassemblement national dans sa ville, tout le monde n'est pas validé pour autant. Notre enquête, basée sur les données financières municipales, révèle que les associations qui promeuvent la langue ou la culture catalane ont payé le prix fort à l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Notamment, elles ont toutes cessé de toucher des subventions municipales. Par exemple, l'association Bressola qui milite pour la « récupération de la langue et la culture catalane » a perdu 60 000 euros. Contactée, l'association n'a pas souhaité répondre à nos questions.

La municipalité, elle, se défend. « Tout le monde sait que Perpignan est catalane. Il fallait ouvrir son image sur le monde et la Méditerranée et ne pas la cantonner à un enjeu politique indépendantiste comme l'avaient fait Jean-Paul Alduy [ancien maire UDI de Perpignan, Ndlr] et sa minori-

té radicalisée d'Unitat Catalana [un parti politique du mouvement catalan, Ndlr] », a réagi la municipalité.

Des assos qui refusent de « blanchir la politique de l'extrême droite »

Ce sont parfois les associations catalanistes qui se sont auto-censurées. « On refuse de demander des subventions à la mairie, on ne veut pas blanchir sa politique d'effacement », explique Guillem Dalmau, président d'Òmnium Cultural Catalunya Nord, une association qui dispense des cours de catalan à 700 élèves dans les Pyrénées-Orientales. Il dénonce « une suppression des traces du bilinguisme dans la ville et une folklorisation de l'identité catalane ». Le coût de cette opposition : 6 500 euros par an en moins. « Nos cours à Perpignan sont devenus déficitaires. Avec le risque d'une vague RN dans le département, on est très inquiet. »

Ces accusations « d'effacement » s'incarnent aussi dans l'affaire dite de La Bressola, réseau d'écoles immersives en catalan. En 2021, la mairie exerce son droit de préemption sur un ancien monastère destiné à accueillir un collège-lycée catalan. « Nous avons un au-

tre projet sur le site », indique la municipalité, interrogée sur ce point. La décision provoque une forte mobilisation et de longues péripéties judiciaires qui donnent finalement raison à La Bressola.

« Ce qui gêne le RN, c'est que le catalanisme est transfrontalier »

La ville de Perpignan assure « promouvoir la langue et la culture catalane en essayant de ne pas tomber dans le travers de la confusion entre culture catalane et indépendance de la Catalogne espagnole ». Elle signale par exemple son soutien aux Dragons catalans, un club de rugby local, ou une association qui organise les feux de la Saint-Jean. Une « folklorisation de l'identité catalane », estime le militant Guillem Dalmau.

« Ce qui gêne le RN, c'est que le catalanisme est transfrontalier. Le RN veut la pureté de l'identité », analyse Brice Lafontaine, ancien conseiller municipal et cadre d'Unitat Catalana, lui-même en conflit avec la mairie après l'interdiction de célébrer son mariage en langue catalane. « Pour Aliot, on est rous-sillonais et pas catalans, donc on est français. C'est une manière de tracer une limite géo-

graphique qui ne dépasse pas la frontière espagnole », poursuit Guillem Dalmau. Cette redéfinition passe aussi par les relations extérieures : « Il a rarement les liens avec Barcelone, alors que les villes ont des relations de longue date », souligne Jaume Roure.

Dans d'autres villes aux identités régionales marquées, l'extrême droite est beaucoup moins réticente. À Beaucaire, par exemple, l'Escuela de tradiciu de Beaucaire, association provençaliste créée en 2015 juste après l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, est depuis soutenue en moyenne à hauteur de 961 euros chaque année. « Ce référentiel ne pose pas les mêmes questions : il n'est pas attaché à un mouvement politique transnational soutenant une sécession », analyse l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste de l'extrême droite. « L'héritage de Frédéric Mistral [écrivain français qui s'exprimait en provençal, prix Nobel de littérature en 1904, Ndlr] est compatible avec le récit national et l'exclusion de ce qui en sont extérieurs ». Ce qui enraine le folklore est accepté. Pas ce qui traverse les frontières.

Elia Barascud, Le Poing